

Service Risques
44, rue de Tournai
CS 40259
59 019 LILLE cedex

Lille, le 26 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOSTIK

Route de Bailly
B.P. 30 009
60170 Ribécourt-Dreslincourt

Références : IC-R/0200/24-CM/SL
Code AIOT : 0005101506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement BOSTIK implanté Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOSTIK
- Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt
- Code AIOT : 0005101506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement BOSTIK a été créée en 1891. il est implanté sur la commune de Ribécourt-Dreslincourt dans le département de l'Oise (60) et compte actuellement environ 180 personnes. Il est spécialisé dans la fabrication de colles et d'adhésifs. Les principales gammes de produits fabriquées sur le site BOSTIK de Ribécourt-Dreslincourt sont :

- les émulsions vinyliques ;
- les colles aqueuses ;
- les colles thermofusibles ;
- les colles solvantées, polyuréthannes, époxy et polyester.

La production est de l'ordre de 47 000 tonnes par an.

L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement est classé Seveso seuil haut par application de la règle du cumul pour l'addition des substances ou mélanges sources de dangers pour la santé.

Thèmes de l'inspection :

- Plan de modernisation des installations industrielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Sans objet
2	2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	3) Organisation de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2023-10-31T00:00:00Référentiel à ajuster en fonction du type d'équipements soumis à PM2I sur site.→ Possible d'indiquer l'art. 29 de l'AM du 03/10 si rés. De LI, ou autre article de l'AM du 04/10.Pour les SSH, possible d'indiquer le § 1 de l'annexe I de l'AM du 26/05/2014.4	Sans objet
4	4) Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2023-10-31T00:00:00Référentiel à ajuster en fonction du type d'équipements soumis à PM2I sur site.→ Possible d'indiquer l'art. 29 de l'AM du 03/10 si rés. De LI, ou autre article de l'AM du 04/10.Pour les SSH, possible d'indiquer le § 3 de l'annexe I de l'AM du 26/05/2014.4-2	Sans objet
5	5) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	6) Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet
7	7) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	8) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
9	9) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé un recensement des équipements soumis à la réglementation Plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) sur la base du document technique DT 90. Des réservoirs cylindriques verticaux ainsi que les massifs et cuvette de rétention associés sont soumis à cette réglementation. La visite d'inspection n'a pas permis de mettre en évidence des oublis dans ce recensement.

L'exploitant semble répondre aux dispositions de la réglementation relative au suivi des équipements soumis à PM2I. Les échéances sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Application démarche PM2I (rés. LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : Le site est soumis à la démarche PM2I puisqu'il est classé à autorisation sous la rubrique 4331 "Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3". Par suite le site possède des installations soumis à l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 pour la partie relative au vieillissement des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le site est soumis à autorisation pour les rubriques : - 1436 "Emploi ou stockage de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 et 93°C" - 1450 "Emploi ou stockage de solides inflammables" - 4110 "Substances et mélanges liquides de toxicité aigue 1" - 4130 "Substances et mélanges liquides de toxicité aigue de catégorie 3 par inhalation" - 4511 "Substances ou mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 2" De plus, le site stocke ses matières premières et déchets en vrac dans des réservoirs aériens cylindriques verticaux de moins de 100 m ³ . Par suite le site possède des installations soumis à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 pour la partie relative au vieillissement des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3) Organisation de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, Orga exploitant suivi PM2I
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none">- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
Constats : Le service HSE est défini comme le garant de l'application de la procédure PM2I. C'est le service HSE qui a effectué le recensement initial des équipements soumis au plan de modernisation. Ce recensement se fait sur la base de la DT 90, guide périmètre PM2I. Ce recensement est mis à jour par le service HSE en continu avec comme base : <ul style="list-style-type: none">- le processus de gestion des modifications encadré par la procédure PROC-00130,- la veille réglementaire,- la révision de l'étude de dangers et/ou l'apparition de phénomènes dangereux. Une technicienne est en charge du suivi des plans d'inspections mis en place pour répondre à la réglementation PM2I, de leurs échéances et du suivi des actions correctives déclinaées suite aux non-conformités, observations relevées lors de ces visites d'inspection. Ce point sera développé dans un autre point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 4) Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010
Thème(s) : Risques accidentels, Docs Qualité (+ Lien PM2I-SGS pour les SSH)
Prescription contrôlée : 4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)
Constats : Une procédure "Suivi du vieillissement des installations - PM2I et ESP" est définie. Elle encadre l'ensemble de la démarche : recensement, état initial, plan d'inspection, plan de surveillance, programme d'inspection et interventions d'actions correctives. Elle couvre l'ensemble des types d'équipements. Ce document est intégré au manuel du système de gestion de la sécurité (SGS) du site, au chapitre Maitrise des procédés". Le manuel SGS a été regardé en inspection. L'inspection n'a pas mis en évidence d'incohérence entre cette procédure et les documents vus lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5) Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none">- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
Constats : Le service HSE a réalisé le recensement initial. Un tableau croise l'ensemble des équipements du site (cuves, réservoirs, rétention, canalisations) avec : <ul style="list-style-type: none">- les phrases de risques des produits stockés, utilisés. Ces phrases de risques proviennent du logiciel SAP qui gère les entrées et sorties de l'ensemble des produits utilisés sur le site. Les phrases de risques sont intégrées dans ce logiciel par le service Achat du groupe sur la base des fiches de données de sécurité. Les phrases de risques prises en compte englobent les arrêtés ministériels des 4 octobre 2010 et 3 octobre 2010. <ul style="list-style-type: none">- le volume de chaque équipement pour les réservoirs. Les cuves stockant les distillats PE, considérés comme des déchets, ont été intégrées dans le recensement PM2I. La liste des équipements pris comme base du recensement provient de la liste globale des équipements présents sur site (sur la base des PID). Cette liste est tenue à jour par le service HSE sur la base de la gestion de la modification et des projets nouveaux. Ce tableau a été vu en inspection. Il en résulte une liste des équipements soumis à la réglementation PM2I. L'exploitant n'a pas exclu d'équipements pour absence de risque environnemental. S'agissant de la tenue à jour de la liste des équipements soumis à la réglementation PM2I, l'exploitant s'appuie sur : <ul style="list-style-type: none">- la procédure "gestion des modifications" et son formulaire "demande de modification" lié. Ce dernier est utilisé pour chaque modification sur les installations. Ce formulaire vu en inspection aborde la question de l'impact sur la réglementation PM2I engendré par la modification. Une case identifiée est prévue à cet effet dans ce formulaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 6) Modalités de suivi des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none">- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).
<p>Constats :</p> <p>14 réservoirs cylindres verticaux du site sont soumis à la réglementation PM2I. Les massifs de ces réservoirs sont également identifiés dans la liste PM2I du site. Les cuvettes de rétention regroupant l'ensemble de ces réservoirs sont identifiées, elles sont moins nombreuses puisqu'une cuvette peut contenir plusieurs réservoirs.</p> <p>L'exploitant tient un tableau listant l'ensemble des équipements soumis à PM2I. Dans ce tableau est indiqué pour chaque réservoir :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'échéance de la visite de routine- l'échéance pour la vérification détaillée externe- et pour les massifs et les cuvettes les vérifications annuelles. <p>Ce tableau de suivi permet de vérifier que l'exploitant planifie tous les ans les vérifications de routine et tous les 5 ans les vérifications détaillées externes pour les réservoirs. Pour les massifs et cuvettes, les vérifications sont annuelles.</p> <p>L'ensemble des visites de vérification sont réalisées en externe, par des prestataires extérieurs. Ces derniers sont différents selon que l'on réalise les vérifications annuelles ou quinquennales. Ces inspections sont intégrées dans le logiciel SAP qui permet de déclencher les échéances.</p> <p>La liste des équipements soumis à PM2I du site ne présente pas de cuve d'un volume supérieur à 100 m³ et donc pas de visite hors exploitation détaillée.</p> <p>Par échantillonnage, les comptes rendus des visites vus en inspection ne laissent pas apparaître de dépassement d'échéance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 7) Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m ³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Sont exclus du champ d'application de cet article : - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
Constats : L'étude de dangers n'a pas identifié de scénario pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante. Le site a également regardé dans son recensement initial les capacités. Il apparaît qu'aucune capacité ne présente un volume de 10 m ³ avec une phrase de risque H400 et H410. Le site ne dispose pas de réservoirs/capacités de plus de 100 m ³ . Le site n'a pas de tuyauterie soumise à la réglementation PM2I. Le recensement initial réalisé par l'exploitant fait apparaître que l'exploitant a analysé, sur la base des PID, l'ensemble des tuyauteries du site. Les diamètres ne dépassent pas 80mm.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : 8) Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : — les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; et — les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; et — les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et — les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : Les massifs correspondants aux réservoirs soumis à PM2I sont présents dans la liste des équipements soumis. Les cuvettes de rétention recensées correspondent aux réservoirs identifiés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : 9) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; - (...). L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

Les réservoirs suivis dans le cadre du PM2I sur site contiennent des liquides inflammables / écotoxiques. Il s'agit d'équipements de catégorie II au sens du § 3.2 du guide DT 92.

Ainsi, pour les ouvrages de Génie Civil associés à ces réservoirs et soumis à suivi PM2I au titre de l'art. 5 de l'AM du 04/10/2010 modifié, l'exploitant prévoit une visite de surveillance de périodicité annuelle.

Ceci est cohérent avec les périodicités préconisées au § 7.1.3 du guide DT92. Les visites sont réalisées par une entreprise prestataire, qui utilise le catalogue des désordres joint au guide DT92 pour la recherche et la caractérisation des défauts.

Type de suites proposées : Sans suite